

La responsabilité des parents du fait de leurs enfants

Parmi les différents faits générateurs de responsabilité civile délictuelle, on trouve le fait d'autrui. Plusieurs hypothèses de responsabilité du fait d'autrui sont listées à l'article 1242 du Code civil, dont la responsabilité des parents du fait de leurs enfants mineurs et la responsabilité des commettants du fait de leurs préposés.



La responsabilité des parents du fait de leurs enfants

La responsabilité des parents du fait de leurs enfants mineurs suppose la réunion de 4 conditions selon l'**article 1242 alinéa 4 du Code civil** : la **minorité** de l'auteur du dommage au moment des faits, l'exercice de l'**autorité parentale** sur ce dernier par les parents, un **fait** de l'enfant cause du dommage, et la **cohabitation** de l'enfant avec les parents répondants.

La responsabilité pour faute de l'enfant pourrait aussi être recherchée sur le fondement des **articles 1240 et 1241 du Code civil**. Toutefois, la responsabilité des parents du fait de leurs enfants mineurs n'exigent pas de démontrer une faute. Elle est donc plus aisée à caractériser et permet ainsi de s'assurer de l'indemnisation de la victime.





La minorité de l'auteur du dommage

Pour engager la responsabilité délictuelle de ses parents, l'auteur du dommage doit être **mineur** au moment des faits, c'est-à-dire avoir moins de 18 ans. De plus, il ne doit pas être émancipé.



L'exercice de l'autorité parentale par les parents

Pour voir leur responsabilité engagée du fait de leur enfant, les parents doivent exercer l'**autorité parentale** sur celui-ci. Par principe, les père et mère exercent en commun l'autorité parentale, qu'ils soient séparés ou non, dès lors qu'un lien de filiation est établi à leur égard. Ils ne peuvent en être privés que par une décision de justice. Il y a donc deux possibilités dans un cas pratique :

- En l'absence d'information particulière, on présume que les parents exercent conjointement l'autorité parentale : ils seront **solidairement responsables** du fait de leur enfant (partage de responsabilité).
- Si on apprend que l'un des parents est décédé, hors d'état de manifester sa volonté, ou que le lien de filiation est remis en cause, on en déduit que seul l'autre parent sera responsable du fait de l'enfant.



Un fait de l'enfant auteur du dommage

Le mineur doit avoir commis **un acte** qui est à l'origine du dommage. Cet acte peut être de toute nature : peu importe, pour la jurisprudence, que l'enfant ait commis une faute, ou qu'il ait agi avec discernement ou non.



La cohabitation de l'enfant avec les parents

Le mineur doit enfin **cohabiter** avec le(s) parent(s) répondant(s) de ses actes. La notion de cohabitation est ici plus large que dans son sens courant. Elle se définit comme "la **résidence habituelle** de l'enfant au domicile de ses parents ou de l'un d'eux" (**Cass. Civ. 2è 20 janv. 2000**). Concrètement, le fait que l'enfant soit en régime d'internat, séjourne chez un tiers, ou encore vivent chez un proche depuis plusieurs années ne fait pas cesser la cohabitation avec ses parents. La seule possibilité est une décision de justice en ce sens. Ainsi, même si l'enfant ne réside pas matériellement chez ses parents au moment du dommage, la cohabitation sera le plus souvent établie.



Dans le cas de l'enfant dont les parents sont **divorcés**, la responsabilité incombe au parent chez qui la résidence habituelle de l'enfant a été fixée par le juge. Ainsi, même si le dommage a lieu alors que l'enfant résidait chez l'autre parent, seul le parent ayant la garde juridique de l'enfant sera responsable sur le fondement de l'**article 1242**.



La responsabilité des commettants du fait de leurs préposés

- Le **préposé** est celui qui agit pour le compte d'un commettant (notion de « lien de subordination »).
- Le **commettant** est la personne qui détient le pouvoir de donner des ordres ou des instructions au préposé (pouvoir de direction).

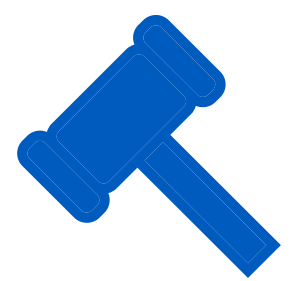
L'article 1242 al.5 du Code civil dispose que « les maîtres et les commettants [demeurent responsables] du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ».

Ainsi, deux conditions doivent être réunies :

- Il doit exister un **lien de préposition**
- Il doit exister un **fait dommageable commis par le préposé**.

Cependant, le commettant peut être exonéré de sa responsabilité en cas d'**abus de fonction** :

- Le préposé doit agir **sans autorisation du commettant**
- Le préposé doit agir à des **fins étrangères à ses attributions**
- Le préposé doit avoir agi **hors de ses fonctions**.



Le droit général de la responsabilité du fait d'autrui

C'est la jurisprudence avec l'arrêt **Blieck du 29 mars 1991** qui a établi un principe général de responsabilité du fait d'autrui.

Elle suppose plusieurs éléments cumulatifs :

- Un **pouvoir de direction sur les personnes à l'origine du dommage**
- Qu'il n'y ait **pas une règle spéciale**.

De plus, l'arrêt de la chambre criminelle du 26 mars 1997 dit « **Notre Dame des flots** » indique dans son considérant de principe « les personnes tenues de répondre du fait d'autrui en vertu de l'article 1384 al. 1 ne peuvent s'exonérer en démontrant qu'elles n'ont commis aucune faute ».

Il s'agit donc d'une responsabilité qui s'exerce de **plein droit**. Le responsable peut s'exonérer par la force majeure ou la faute de la victime.



La garde juridique de la vie d'autrui

La garde correspond à un **rapport d'autorité, autrement dit un pouvoir d'organiser, de diriger et de contrôler le mode de vie autrui, c'est** ce que dit l'arrêt de la 2^e chambre civile du 20 janvier 2000.

- Le fait qui a créé un dommage à un tiers (le fait générateur) doit être imputable au gardien.

Même en prouvant qu'il n'a commis aucune faute, le gardien juridique ne peut s'exonérer.

Toutefois, la faute de la victime, elle représente une exonération partielle et la force majeure permettent d'exonérer le gardien.

Le contrôle temporaire de l'activité d'autrui

C'est à l'occasion des **arrêts de la 2^e chambre civile du 22 mai 1995** que les juges consacrent la responsabilité d'une association sportive du fait d'un de ses membres au cours de l'activité qu'elle organise.

- Il faut l'auteur du fait créateur du dommage fasse partie de l'association organisation l'activité en tant de **membre**
- Et il doit avoir réalisé une faute, dans le **cadre de cette activité**. C'est donc la réalisation de cette faute qui est constitutive du dommage.

Pour s'en exonérer, l'association ne peut invoquer que la faute de la victime ou celle de la force majeure.

